

NOTES
NOTES

LA CRISE DE L'ÉTAT-NATION
AU MAGHREB :
DÉFIS ET ENJEUX

LA CRISE DE L'ÉTAT- NATION AU MAGHREB: DÉFIS ET ENJEUX



RACHID TLEMÇANI *

La révolte du bassin minier de Gafsa en 2008 a progressivement revêtu une dimension politique qui fait d'elle un mouvement social emblématique de la crise du « système Ben Ali ». Au début, personne n'avait pensé que des « petites gens » ou des militants syndicaux locaux puissent dans un pays totalement verrouillé par un puissant appareil policier défier le régime des mois durant, au point que Gafsa est considérée aujourd'hui comme le symbole de la résistance populaire au despotisme oriental.

Dans un tel contexte, la manifestation pacifique, partie d'une petite ville rurale, Sidi Bouzid, d'un pays dont le modèle économique est une *success story*, ne pouvait en réalité que se répandre à travers « le dragon de l'Afrique » et la région. Cet élan populaire revendiquant *dignité, liberté et justice sociale* a fait voler en éclats la « mentalité du tabou »

qui avait perverti le débat public. Cette mentalité avait conduit à la censure des décideurs, d'une part, et à l'autocensure des citoyens, d'autre part. Le processus révolutionnaire en cours est parvenu pacifiquement à ébranler profondément l'État sécuritaire, un État fortement répressif et corrompu.

Le Printemps arabe dans le temps court a renversé certains régimes tout en secourant les autres. Les citoyens dans les pays du Maghreb ainsi que ceux du Machrek ont mis en branle une dynamique conflictuelle inédite pour s'approprier l'espace public et la parole, à l'image des autres citoyens dans le monde. Au niveau théorique, cette dynamique conflictuelle a sérieusement remis en cause un certain nombre de présupposés scientifiques et stéréotypes caractérisant les études sur le monde arabe et les pays musulmans. Une région a été souvent décrite comme léthargique

* UNIVERSITÉ D'ALGER

et réfractaire au changement social. Le mouvement social en cours a apporté un cinglant démenti aux thèses orientalistes d'immobilisme, de fatalisme et d'archaïsme du monde arabe.

Le processus révolutionnaire en cours est loin être achevé, il a atteint sa première phase de maturation uniquement en Tunisie. Cinq années après les événements de Sidi Bouzid, il est opportun de jeter un éclairage analytique sur la lourde tendance de ce processus. Cette onde de choc continue de bouleverser les relations entre le pouvoir kleptomane et les populations, d'une part, et, d'autre part, entre les États arabes entre eux et avec les autres États. L'irruption de Daech ou l'État islamique en Irak et au Levant, une organisation hybride, sur la scène mondiale a encore obscurci la lisibilité des nouveaux défis et enjeux auxquels le Maghreb et le monde arabe font face. En dépit de tout cela, la question sécuritaire reste tout compte fait surévaluée et surdimensionnée par rapport à la question sociale. Le débat sur le Printemps arabe est pris en otage par les tenants du « tout sécuritaire ». La crise de l'État-nation au Maghreb est beaucoup plus profonde qu'une question de savoir-faires sécuritaires. Cette crise fait face à cinq défis majeurs : la démographie, les minorités, l'emploi, l'alliance sécuritaire et l'économie de rente.

Populations et transition démographique

Rappelons tout d'abord que la démographie ne se résume pas simplement à une affaire de données statistiques et de faits bruts. C'est un processus socio-économique résultant des politiques de santé, de planning familial et de développement économique. Le Printemps arabe a coïncidé, comme Emmanuel Todd¹ le soutient empiriquement, avec la transition démographique au MENA².

En 1970, le taux de fécondité des femmes dans la région était de 7 enfants en moyenne. En 2000, les familles n'ont plus que 3,4 enfants en moyenne. Ainsi le Maroc et la Tunisie ont même atteint, à la veille des événements de Sidi Bouzid, 2 enfants par femme. Il faut noter que le Maghreb et le Moyen-Orient ont réalisé la transition démographique en moins de 50 ans. Il a fallu plus d'un siècle à l'Europe pour y parvenir.

Parmi les facteurs importants qui ont contribué à la baisse de la fécondité, citons l'élévation de l'âge du mariage. L'âge du mariage des femmes est aujourd'hui proche de 30 ans en Algérie et en Tunisie. Il est supérieur à 26 ans au Maroc. Que les hommes se marient à plus de 30 ans en moyenne n'est pas une nouveauté au Maghreb, mais que les femmes se marient de plus en

172

¹ Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisations*, Seuil, 2007, 176 p.

² Middle East and North Africa – Moyen-Orient et Afrique du Nord.

plus tard est un changement radical. En l'espace de trois décennies, les femmes ont retardé de près de 10 ans l'âge de leur premier mariage et les hommes de plus de 8 ans.

La Tunisie fut le premier pays dans le MENA qui a mis en place une politique s'acheminant vers une faible fécondité. À contre-courant, le président Habib Bourguiba, dès son élection en 1956, a réformé le statut du code personnel. Cette loi, qui reste révolutionnaire jusqu'à aujourd'hui a supprimé la polygamie alors que le code algérien l'a entérinée en 2005. Cette loi a en général œuvré à l'instauration de l'égalité entre l'homme et la femme dans plusieurs domaines. Elle a grandement contribué à l'éclosion dans les années 2000 d'une société civile vibrante et forte, le fer de lance de la modernité politique. Ce n'est pas un hasard si le mouvement de révoltes est parti de ce pays. Et ce n'est pas non plus un hasard s'il a réussi à achever avec succès sa première phase, précisément en Tunisie, et reste un cas d'école.

Un faible taux de fécondité conjugué à une hausse du taux d'alphabétisation traduit l'entrée des sociétés maghrébines dans le processus de la modernité politique, comme ce fut le cas en Europe. Le défi crucial qui se pose donc actuellement est comment maintenir la transition démographique lorsque la machine économique est en panne, comme les derniers chiffres sur l'emploi l'indiquent. Le phénomène de la précarité dans

l'emploi tend désormais à toucher les classes moyennes, le fer de lance du changement politique³. La chute brutale du prix du pétrole en cours a déjà rendu leur situation socio-économique plus problématique qu'avant le Printemps arabe. Il est à craindre que la nouvelle donne énergétique conjuguée à la crise sécuritaire se propageant dans toute région risque de rendre la crise de l'État-nation plus inextricable qu'avant.

Identité nationale, minorités et racisme

Il existe dans la région trois grands types de minorités, ethnique, linguistique et religieuse. Les attitudes à leur égard varient d'une minorité à une autre ou d'un pays à l'autre. Parmi les minorités religieuses, les chrétiens représentent le groupe le plus large. On distingue aussi une petite communauté juive au Maroc et en Tunisie.

Si, au Moyen-Orient, la problématique des minorités reste saillante en raison de la diversité religieuse, confessionnelle et ethnique, ce n'est pas le cas pour le Maghreb où cette diversité reste un grand tabou. Cette question connaît une certaine actualité à la faveur de l'émulation protestataire et de la conquête de nouveaux espaces de liberté. En Tunisie, par exemple, se développent de nouvelles revendications noires, berbères et juives. Certes ces revendications restent marginales dans l'espace

³ Max Weber, *Économie et société*, 1922

public, mais tendent à inscrire leur existence identitaire dans le débat national.

En Algérie, les violences entre les communautés mozabites et chaâmba dans la vallée du Mزاب sont récurrentes depuis trois ans dans cette région du Sud algérien. On ignore pour le moment les raisons profondes de la flambée de violence qui a fait une vingtaine de morts le jour du 53^e anniversaire de l'indépendance nationale.

Cette région, comme les autres, est confrontée à une libéralisation économique hybride pour l'appropriation, à titre privé, du patrimoine national. Le conflit foncier ne serait que l'aspect visible des affrontements opposant les mozabites, de rite ibadite, et les chaambas, de rite malékite. L'économie de bazaar a attisé les tensions intercommunautaires au sein de la « société précaire ». Mais lorsque la lutte des clans au sommet de l'État déborde sur la sphère publique, la situation devient alors plus inextricable qu'avant. Le chef de l'État a instruit l'armée à rétablir l'ordre dans les villes de cette vallée. Cette mission devrait revenir à la police constituée de plus de 200 000 agents, suréquipés et bien entraînés. La gestion du conflit intercommunautaire dépasse de loin les prérogatives des forces de l'ordre tant qu'une solution citoyenne crédible n'est pas mise en application.

Dans leur volonté de contrôler toutes les populations au sein d'une structure institutionnelle importée, les dirigeants maghrébins, au lendemain des indépendances, ont nié le brassage des populations. Selon le discours officiel, la population de chaque pays est homogène, son identité s'est constituée historiquement, une fois pour toute. Le caractère cumulatif de l'identité nationale est nié tout simplement. Le melting-pot constituant un facteur de richesse aux États-Unis et en Europe est perçu comme un facteur de division entravant la consolidation de l'identité nationale. « La réalité humaine est constamment modifiable et modifiée, et tout ce qui paraît de nature stable est constamment menacé » (Edward Saïd³).

Au niveau des langues véhiculaires, les berbérophones constituent les entités les plus importantes au Maghreb. Ils constituent 30 à 35 % de la population marocaine, 20 à 25 % en Algérie et 8 à 10 % en Tunisie et en Libye. Le « séparatisme berbère », que des courants idéologiques brandissent, n'est pas un mythe. Sa gestion politique risque de devenir un facteur déstabilisant dans une période d'incertitudes et de troubles exacerbés par des problèmes sécuritaires le long des frontières où résident des communautés amazigh. Un débat serein et dépassionné s'impose donc aujourd'hui sur la question culturelle et sur les autres sujets

³ Edward W. Saïd, *Réflexions sur l'exil*, 2008, Actes Sud, 760 p.

tabous, tels que l'enseignement des langues. L'officialisation de la langue amazigh au Maroc et en Algérie va-t-elle contribuer à apaiser le climat de tensions alors que le système de l'éducation maghrébin a atteint une crise très aiguë à telle enseigne que les jeunes diplômés ne sont pas en mesure de concurrencer les « travailleurs importés » ?

En Tunisie, 10 à 20 % de la population a la peau sombre. Historiquement, ce n'est pas tous les membres de cette population qui a des descendants d'esclaves. Le ministère de la Justice a offert une fin de non-recevoir à la demande d'Adam, une association représentant les Noirs de Tunisie, d'interdire sur certains actes de naissance la mention « atig » (en arabe : affranchi). Cette pratique renvoie à la période esclavagiste.

Le caractère profondément africain de l'identité maghrébine est relégué au rang d'« archaïsme ». Cette identité est perçue exclusivement comme un brassage entre l'Orient et l'Occident. Cette aversion à l'africanité s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui. Le président Moncef Marzouki, dans son récent ouvrage⁵, écrit que le peuple tunisien est « homogène, sans minorités ». Il définit l'identité tunisienne comme une « coupe géologique » à plusieurs couches, à savoir « arabo-musulmane [...] ottomane [...] occidentale ». La nouvelle constitue ne s'ouvre pas aussi sur la dimension africaine

et méditerranéenne de l'identité nationale. Elle se limite exclusivement à sa dimension, « arabo-musulmane ». Puisque les Tunisiens sont identiques, de même que les Algériens ou les Marocains, selon le discours ambiant, le racisme ne peut pas exister dans ces pays. Il est donc inutile d'en parler, les véritables défis sont ailleurs. Pour les Maghrébins, le racisme anti noir est une affaire réservée exclusivement « aux autres », Américains et Européens. Le discours dominant a toujours nié ce problème. Ce racisme se pose aujourd'hui avec une acuité croissante en faveur de l'ouverture politique.

Depuis que le monde est monde, les mouvements de personnes sont à l'origine des civilisations humaines. La construction et la richesse de l'Europe se sont faites par l'émigration au XIX^e siècle. Selon un rapport des Nations unies élaboré en 2000, l'Europe aurait besoin de 165 millions de travailleurs entre 2000 et 2025 pour compenser son déficit démographique et assurer sa croissance économique. Aujourd'hui les gouvernements, au nom de la préférence nationale, imposent des restrictions à la libre circulation des personnes. Cette liberté est accordée en revanche aux marchandises et aux gadgets.

Le chaos libyen, la guerre au Mali, la présence de Boko Haram au sud du Niger et d'autres groupes terroristes et mafieux dans la zone saharo-sahélienne poussent des

⁵ Moncef Marzouki, *L'invention d'une démocratie*, La Découverte, 2013.

populations entières à émigrer vers le nord. L'immigration n'est pas uniquement économique, elle est aussi politique. La situation géopolitique, les conflits armés et les violences de survie dans un environnement précaire sont à l'origine de cette migration mixte. Les effets du changement climatique sont un autre facteur expliquant une partie des exodes massifs à travers le Maghreb. Les flux migratoires d'Afrique subsaharienne ont accentué le racisme ambiant au Maghreb. Les migrants, indépendamment de leur statut et leur sexe, sont confrontés à des problèmes d'accès aux droits, engendrant des vulnérabilités multiples et portant atteinte à leur dignité, nonobstant les engagements internationaux pris par les gouvernements.

Les jeunes de l'Afrique subsaharienne n'ont pourtant pas l'intention de séjourner pour long temps dans les métropoles du Maghreb. Ils sont en transit vers l'Europe. Ils attendent « leur tour » pour traverser la Méditerranée dans des embarcations de fortune. L'émigration clandestine a pris ces dernières années une dimension de crise humanitaire. Plus de 3 000 personnes ont disparu en Méditerranée en 2015. La montée des groupes islamistes a accentué encore plus la coupure du Maghreb de ses racines africaines. L'islam a pourtant lié historiquement le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. De nombreux islamistes considèrent les Noirs comme des esclaves. L'esclavage reste aujourd'hui toléré dans plusieurs pays du MENA, notamment

en Mauritanie, Arabie Saoudite et au Maroc.

La législation au Maghreb n'est pas conforme aux conventions internationales traitant de la question migratoire. Les enfants des émigrés nés dans les pays maghrébins ne sont pas scolarisés dans les établissements publics. Les violences à l'égard des femmes migrantes sont récurrentes dans les pays de l'Afrique du Nord. Les opérations d'expulsion des Nigériens et autres, sous l'égide du CRA (Croissant-Rouge algérien), sont fréquentes. Les opérations de ramassage sur la voie publique sont entachées d'atteintes à la dignité humaine. La société civile soutient ces opérations de rapatriement, le facteur sécuritaire est souvent évoqué, comme c'est le cas en Europe.

Jeunesse, emploi précaire et chômage

Au Maghreb, près de 70 % de la population a moins de 30 ans. La population en âge de travailler a triplé en 1980 et 2015. Les frustrations et la colère nées du chômage et de la précarité des jeunes sont à la source des émeutes et manifestations.

Quelles que soient leurs évolutions politiques, les États du Maghreb ont vu inévitablement leur économie se dégrader ces dernières années. La relance économique a été très faible pour résoudre l'épineux problème du chômage, notamment celui des jeunes diplômés. Il aurait fallu une croissance « à la chinoise » pour créer suffisamment d'emplois. La croissance n'a pas permis de

stabiliser le taux de chômage précédent. Le chômage des jeunes est trois fois plus élevé que chez les adultes. Les jeunes femmes sont les plus touchées par le chômage et l'emploi précaire. Le taux de participation des jeunes au monde de l'emploi est inférieur à 50 % dans l'ensemble du Maghreb. Nombreux sont ces jeunes sans jeunesse qui rêvent de partir en Europe ou ailleurs. D'autres, par contre, partent tout simplement rejoindre le djihad en Syrie, en Irak ou ailleurs afin de réaliser le sacrifice suprême.

Le calcul du taux de chômage varie d'un pays à l'autre. En Algérie, on a comptabilisé dans la catégorie de plein emploi, le travail précaire des gardiens de parking et des vendeurs à la sauvette. Le taux officiel du chômage est de l'ordre de 10 à 15 % pour toute la région. En réalité, ce taux varie entre 30 et 50 %. L'Algérie, malgré sa richesse financière, a un taux de chômage qui reste très élevé. La chute drastique des revenus énergétiques qui risque de perdurer entraînera inéluctablement la hausse du chômage et du travail précaire. Si le diplôme durant la période du nationalisme économique assurait un emploi stable et une vie décente, ce n'est plus le cas depuis la mise en place des politiques de l'*infitah*. L'économie de marché, euphémisme pour désigner l'économie de bazar, a créé peu d'emplois à haute valeur ajoutée. L'emploi précaire domine la création

d'emplois dans une économie qui se « bazardise » de plus en plus. Le secteur informel tend à se substituer de plus en plus au secteur formel. Le sous-emploi chronique des jeunes diplômés est devenu une réalité pesante. Cette lourde tendance façonne la structure sociologique et par conséquent influe sur la nature du mouvement social et les luttes politiques. Il y a un lien presque mécanique entre la faiblesse de l'indice de développement humain et l'apparition de sociétés guerrières. Les sociétés arabes sont classées en bas des tableaux dans les différents classements des indices de développement humain dans le monde. Cette lourde tendance ne semble pas avoir changé, quatre années après le Printemps arabe. En Tunisie, le nouveau discours officiel, de connotation beaucoup plus sécuritaire que social, ne semble pas avoir été entendu par la société précaire et la Tunisie profonde. Le regain des grèves dans le secteur public et des protestations populaires, conjugué aux actes terroristes, a pris une dimension déstabilisatrice. En Afrique du Nord, aucun groupe politique, au pouvoir comme en opposition, n'a inscrit la question de l'emploi au centre de son agenda et de ses préoccupations. La question sociale est reléguée en arrière-plan.

Islamisme, terrorisme et sécurité euro-atlantique

Le puissant appareil sécuritaire constituant la matrice du système autoritaire est resté pratiquement

intact en dépit de la secousse qu'il a subie durant le Printemps arabe. Tout changement de régime devrait nécessairement commencer par une profonde réforme du secteur sécuritaire. Cette réforme ne doit pas se limiter à l'acquisition d'une technologie sophistiquée. Un nouveau concept de la sécurité doit être formulé pour faire face aux nouvelles menaces. Ce n'est plus le militaire qui doit être au centre de cette sécurité mais plutôt le citoyen. La sécurité de type vertical doit se substituer à la sécurité horizontale. Elle doit aboutir à un contrôle civil, démocratique et transparent du budget militaire et sécuritaire. Cette réforme est le pivot de la réforme globale du système politique. Cette décision hautement stratégique n'a été prise dans aucun pays, comme l'atteste l'augmentation substantielle du budget de défense au détriment des secteurs susceptibles de produire de la valeur ajoutée. L'armement lourd dont les États arabes se sont dotés est problématique et son efficacité dans la lutte antiterroriste reste à démontrer. On a l'impression que le complexe militaro-industriel mondial fonctionne exclusivement pour le marché des États musulmans. Des réformes politique et constitutionnelle sont préférées à la réforme du secteur sécuritaire. Très coûteuse, la campagne de lutte antiterroriste n'a pas fait l'objet de bilan chiffré. La question sécuritaire reste un grand tabou. Il faudra bien un jour ouvrir la boîte de Pandore! En Algérie, le limogeage du chef du DRS, le général Mohamed Mediène, dit Toufik, qui a régné durant un

quart de siècle sur le puissant appareil sécuritaire, un État dans l'État, et l'emprisonnement de son adjoint, le général Hassen, sont-ils des signes de changement profond des relations civilo-militaires, une volonté de « civiliser » le pouvoir politique? En Tunisie, les partisans de Ben Ali sont revenus par la voie démocratique dans les rouages de l'État comme par le passé. De même qu'en Égypte!

Dans un contexte confus et délétère, le groupe politique le plus organisé est manifestement le plus apte à remporter de grandes victoires électorales. Les islamistes, tous groupes confondus, n'ont ainsi pas eu de sérieuses difficultés à gagner les différents scrutins. Leur victoire a rapidement exacerbé la crise sécuritaire latente. Le terrorisme islamique, dans une telle situation, n'a pas rencontré de sérieuses difficultés à se propager à travers le Maghreb et dans la région du Sahel quand la crise libyenne a éclaté tous azimuts. Des islamistes ainsi que d'autres groupes terroristes ont réussi à s'accaparer d'une partie importante de l'arsenal militaire que le colonel Kadhafi avait stocké dans le cadre de la course aux armements au Maghreb. Depuis, la situation socio-économique des citoyens qui ne cesse de se détériorer a lourdement impacté sur la situation sécuritaire régionale. La mise en place d'une stratégie commune « tout sécuritaire » pour faire face aux nouvelles menaces, *soft and hard*, ne serait pas très efficace. Le mal est plus profond que ce que pensent les tenants de la normalisation sécuritaire.

Comment alors comprendre que des populations entières en Syrie et en Irak soutiennent des groupes terroristes dans leur aventure d'établir un État islamique, un califat, un État appartenant à une époque bien révolue ?

Lors de la visite du président Béji Caïd Essebsi, à Washington, le président Barack Obama a accordé à la Tunisie le statut d'allié majeur non-membre de l'Otan. Toutefois il était attendu beaucoup plus de cette visite une aide économique massive de type « plan Marshall » qu'un strapontin au sein de l'Otan. La Tunisie a un réel besoin, selon le Pentagone, de partenariat et d'aide en matière de renforcement de sa sécurité nationale. Les aides promises par les Européens et les Américains restent parcimonieuses, pour ne pas dire qu'un boycott international qui ne dit pas son nom s'est imposé subrepticement sur cette jeune démocratie. Les amis arabes n'ont pas été aussi généreux à l'égard d'un État qui tente contre vents et marées de construire un paradigme original. Pour les Américains ainsi que pour les autres partenaires, le défi majeur de la période actuelle reste la normalisation sécuritaire, perçue comme un préalable cardinal. Cette normalisation se fait au détriment de la promotion de la société civile et de la modernité politique, comme c'est le cas en l'Algérie et au Maroc. Au lendemain de l'attentat de Sousse, le président Béji Caïd

Essebsi a rétabli l'état d'urgence à travers le pays. Pour compléter la politique « tout sécuritaire », un mur comme celui construit par Israël en Cisjordanie sera érigé le long de la frontière avec la Libye. Le Maroc, qui a déjà érigé six murs pour repousser les attaques du Front du Polisario, est aussi en train d'en construire un autre pour se séparer de l'Algérie. La lutte antiterroriste ne sera totalement efficace que lorsque les citoyens seront mobilisés et encadrés par des institutions politiques légitimes.

Le terrorisme n'est pas appréhendé comme un conflit de basse intensité mais comme un conflit de haute intensité, une menace *hard*, par opposition à la menace *soft*, à la stabilité géopolitique régionale et à la paix mondiale. Le poids pourtant énorme des pathologies sociales sur le déclenchement et l'aggravation des conflits est souvent négligé à dessein dans ces analyses. Cette problématique permet au complexe militaro-industriel mondial de tourner à plein régime. L'enjeu international le plus crucial dominant dans le monde, nous rappelle Bertrand Badie⁶, n'est pas le terrorisme mais bien la faim. Chaque année, plus de six millions de personnes meurent de faim alors que le terrorisme, en augmentant de 81 % par rapport à 2013, n'a fait que 32 700 morts en 2014. « Le terrorisme résiduel » constitue un élément structurel de l'État sécuritaire, État

⁶ Bertrand Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde*, La Découverte, 2016.

que la lutte antiterroriste a crédibilisé au sein de la communauté internationale.

Rente et économie de bazar

La question économique est aujourd'hui marginalisée en Afrique du Nord alors qu'elle est au cœur des protestations populaires. Cette marginalisation provient d'une forte idéologisation du politique et du sécuritaire. Les groupes politiques se sont préoccupés beaucoup plus du changement des règles du jeu liées à la distribution de la rente qu'au mode opératoire de la gouvernance. En revanche, la jeunesse, l'acteur principal des révoltes, se préoccupe davantage de la situation économique qui devient de plus en plus problématique et menaçante, à telle enseigne que des groupes sociaux regrettent déjà la chute de l'ancien régime. La rente énergétique n'a pas été utilisée comme un starter pour promouvoir un développement économique hors pétrole. Elle fut dilapidée pour soudoyer les élites d'une part, et d'autre part, pour moderniser l'appareil sécuritaire et militaire.

Pour rappel, l'économie de rente ne repose pas uniquement sur les ressources énergétiques. Les aides, les transferts d'émigrés, le tourisme de masse, la drogue, le secteur foncier et immobilier sont d'autres sources de rente ayant gagné du terrain. Ce dernier secteur explose, la spéculation bat son plein dans tous les pays. Le terrorisme alimentant le complexe militaro-industriel mondial est aussi une source de

rente intarissable. La nouvelle énergie non renouvelable (pétrole et gaz de schiste) ferait perdurer, selon toute vraisemblance, la rente sécuritaire. Il n'y a aucune force politique, et encore moins celle des groupes islamiques, qui a bâti sa rhétorique sur un programme économique précis. Les élites sont encore dans la culture de la rente tandis que la jeunesse est dans la culture de l'émeute. L'urgence pour les nouveaux dirigeants n'est pas de tenter de répondre aux aspirations sociales croissantes, restées longtemps insatisfaites. Mais c'est plutôt comment gérer les nouveaux facteurs de la crise afin de générer de nouvelles rentes de situation. Un apparatchik de l'ancien régime tunisien, en terminant sa carrière en assurant l'intérim de la magistrature suprême, a bénéficié d'une retraite avec 13 800 euros par mois alors qu'un préfet de région en France perçoit à la veille de sa retraite un salaire de 9 000 euros!

L'économie de bazar a pris dans ses entrailles tous les secteurs de l'économie nationale, y compris l'éducation. Par exemple, les facultés d'économie dans les universités publiques devenues pratiquement des facultés de comptabilité analytique, d'une part, et d'autre part, la prolifération des instituts, en management, commerce et Marketing, contribuent largement à propager la mentalité du négoce au détriment de la pensée critique et de l'esprit créatif.

« Le business », ce fétichisme, est devenu hégémonique depuis que l'islamisme a envahi la sphère publique. Cette nouvelle culture ne

contribue que très faiblement à la réflexion d'une nouvelle alternative de développement national. La croissance économique relève, selon les économistes qui animent ces instituts, de mesures techniques, neutres. Un chef de gouvernement ou un ministre de l'économie ne doit pas être « politisé » alors qu'on évolue dans un environnement où tout est politisé. Cette nouvelle culture ne contribue que très faiblement à la réflexion d'une nouvelle alternative de développement national.

Comme conséquence immédiate, les jeunes désertent les centres de formation, ils ne sont plus intéressés par les jobs jugés « pénibles physiquement ». Il est plus facile de trouver aujourd'hui un manager ou un commercial qu'un maçon ou un plombier. La main-d'œuvre qualifiée fait cruellement défaut dans les chantiers du BTP. Les entreprises étrangères exigent désormais de ramener, tout bonnement dans leurs bagages, cette force de travail. En dépit de cela, le discours ambiant fait des appels insistants pour que ces entreprises s'emparent du marché national.

Le plus crucial des problèmes aujourd'hui, comme dirait George Corm, c'est le néolibéralisme comme une vision du monde. La prise de décision à tous les échelons se fait par les adeptes de ce courant philosophique. Les groupes islamistes, de par leur culture, sont plus néolibéraux que les autres. Pour

cette mouvance, le commerce, le négoce, la spéculation est « halal », licite. Récemment le CNES a réuni à Alger des experts, non pas pour élaborer un modèle alternatif à la crise fiscale et à celle des liquidités, mais pour émettre une « fetwa » sur les mesures impopulaires à venir. Les quelques intellectuels en mesure de concevoir un modèle économique alternatif sont peu nombreux et, de surcroît, marginalisés. Leur voix est inaudible dans le vacarme du bazar, du souk. Plus grave encore, les opinions publiques ont même de la difficulté à réaliser que l'économie de bazar est à la matrice du néo-autoritarisme, de la violence politique, de la corruption, des archaïsmes et des intégrismes de tous bords.

UMA et régionalisation maghrébine

L'Union du Maghreb arabe (UMA) a du mal à faire sa mue plus d'un quart de siècle après sa création. Les échanges commerciaux entre les pays maghrébins ne dépassent pas 2 %. Les grands défis n'ont pas cessé entre temps à devenir de plus en plus très difficiles à relever dans un environnement international de plus en plus contraignant. L'UMA ne pouvait pas répondre aux aspirations et aux défis majeurs des populations. Cette union a gommé, entre autres, dans sa Constitution le caractère amazigh de son identité tout en

⁷ George Corm, *Le nouveau gouvernement du monde : idéologie, structures, contre-pouvoirs*, La Découverte, 2013, 300 p.

consolidant l'intangibilité des frontières fictives. En dépit de cette consolidation, les frontières sont devenues un marché lucratif pour toutes sortes de trafics et contrebandes ainsi qu'un lieu de prédilection pour les groupes terroristes. Une telle conception ne pouvait qu'attiser les conflits confessionnels, ethniques ou culturels que la montée des irrédentismes a brutalement exposés sur la sphère publique. La sortie de crise ne peut pourtant se réaliser que dans un nouveau cadre régional dont les acteurs restent toutefois à définir.

Sur le plan économique, les avantages compétitifs du Maghreb sont colossaux. Le problème réside donc moins dans l'absence de ressources ou d'avantages comparatifs que dans leur mode d'exploitation ou leur canalisation. La complémentarité des économies des pays maghrébins pourrait en effet générer plus de deux points de PIB supplémentaires par an et par pays. Pour rappel, aucun des cinq pays du Maghreb considéré isolément n'a de réelles perspectives d'insertion positive pour devenir un acteur majeur dans le bassin méditerranéen. L'impératif de l'intégration maghrébine représente un seuil minimal dans une démarche globale et de longue haleine si nous voulons que l'Afrique du Nord ne reste pas un enjeu sécurito-énergétique des gouvernements étrangers et des entreprises multinationales. À cette fin, une nouvelle réflexion analytique devant prendre en considération une nouvelle configuration territoriale doit être élaborée. Cette reconfiguration en

gestation est l'enjeu des contraintes de la mondialisation économique et de la révolution des TIC. Elle est en train de se frayer son chemin sans notre participation positive. Le cadre de l'État-nation imposé par la colonisation que le pouvoir prétoire a consolidé au lendemain des indépendances n'était pas adéquat et l'est encore moins aujourd'hui.

La sortie de crise n'est plus réductible aux logiques souveraines prises isolément face à la nouvelle configuration commerciale mondiale. Comme création d'une nouvelle zone de libre-échange, notons le partenariat transpacifique. Douze pays, parmi lesquels les États-Unis, le Japon, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, et le Vietnam, ont conclu en février 2016 un traité de partenariat transpacifique. Cette nouvelle zone de libre-échange concentrera un peu plus d'un tiers du Produit intérieur brut mondial et un quart du commerce international.

Le succès de la nouvelle conception de la communauté maghrébine doit reposer sur plusieurs préalables. Comme pivot préalable, il faudrait respecter l'alternance politique, de type démocratique, et non pas de type tribal ou clanique, et encore moins familial. La Tunisie est très avancée sur ce point bien précis. Il lui serait toutefois très difficile de s'en sortir seule sans la mise en place d'un plan économique d'urgence. Une aide extérieure s'impose donc aujourd'hui plus qu'hier. Tant promise, cette assistance n'est pas encore survenue, cinq ans après! Le modèle tunisien ne semble finalement pas être apprécié par

la communauté internationale et les partenaires commerciaux. La montée du mouvement social que les islamistes tentent d'instrumentaliser en collusion avec des acteurs régionaux risquerait de faire plonger le pays dans le cycle infernal de la violence, comme ce fut le cas de l'Algérie dans les années 1990 ou de la Libye actuellement. La normalisation sécuritaire sous la houlette de l'Otan attisera inéluctablement les conflits latents. L'échec du modèle tunisien confirmerait ainsi la thèse médiatique aux relents racistes de « l'exception arabe », telle qu'elle est développée par les orientalistes auxquels Edward Saïd a consacré dès les années 1970 un ouvrage fascinant, *L'Orientalisme*. La stratégie dite, « du chaos constructif », avancée par les néoconservateurs américains, est devenue aujourd'hui envisageable, elle est soutenue par les tenants de la normalisation sécuritaire. Ces derniers se soucient exclusivement de l'islam radical et djihadiste sans pour autant examiner ses profondes racines dans l'islam institutionnalisé et modéré, pour qui l'application de la « charia » doit rester le crédo de tous les groupes islamiques. La sortie de crise multidimensionnelle se limite, pour ces groupes, à l'application de « l'islam modéré » ! Tant que l'islam est perçu comme la religion d'État, il sera très difficile d'affronter sereinement les véritables défis de la crise de l'État-nation.

Résumé :

Les mouvements sociaux qui secouent le monde arabe depuis les événements de Sidi Bouzid, Tunisie, sont des révélateurs de profondes crises historiques et sociales. Le Printemps arabe a dans le temps court renversé certains régimes tout en secouant les autres. Les manifestations populaires dans la longue durée ont mis en branle une dynamique conflictuelle inédite pour s'approprier l'espace public et la parole à l'image des autres citoyens dans le monde. Cinq années après les événements de Sidi Bouzid, il est opportun de jeter un éclairage analytique sur la lourde tendance de ce processus. La crise de l'État-nation est au centre de ce mouvement de révoltes qui est pris en otage par les tenants du « tout sécuritaire » au détriment de la promotion de la démocratie délibérative.

